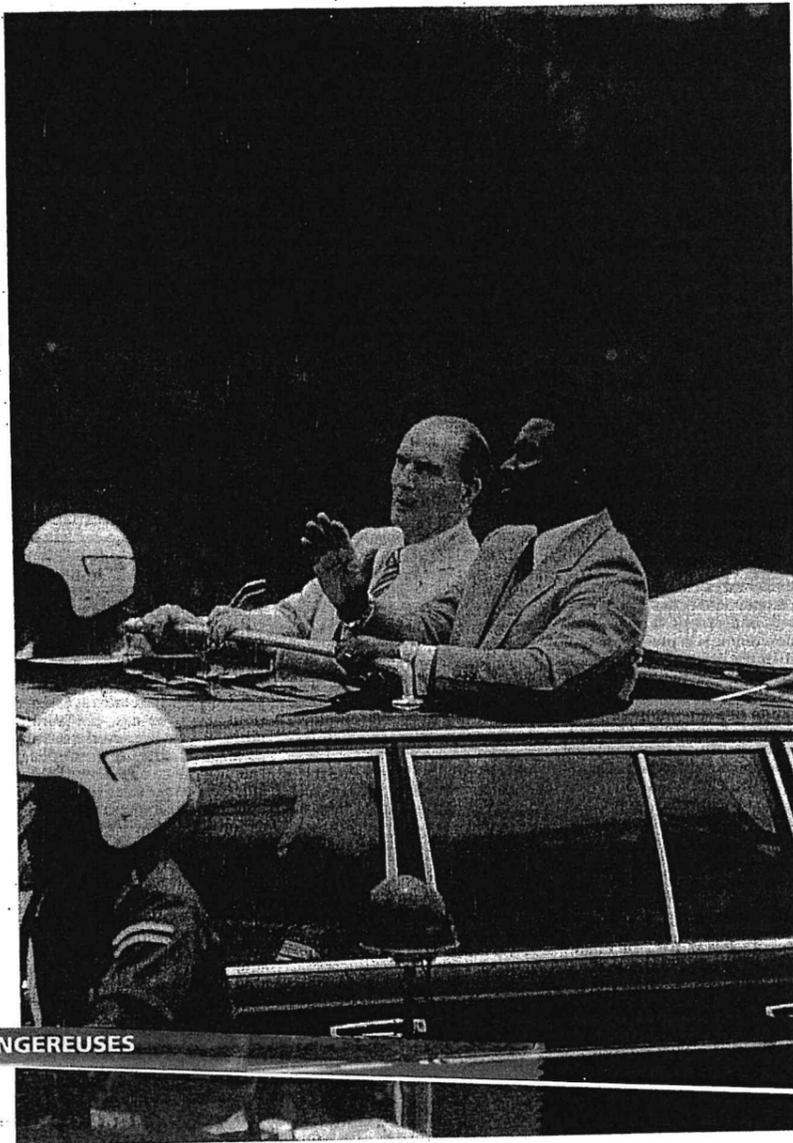


La France fermera ses bases au Centrafrique

Le Monde 25.7.1997
La réduction du dispositif militaire français impliquait que l'une des six bases permanentes en Afrique fut impérativement fermée. Paris hésitait entre trois pays : le Gabon, le Tchad et le Centrafrique. Trois pays avec lesquels la France entretient des relations extrêmement étroites depuis les indépendances. La décision est prise. Les forces françaises devraient quitter progressivement le Centrafrique. La base de Bouar, à l'intérieur du pays, sera fermée la première (*Le Monde* daté 20-21 juillet), avant que Paris ne retire ses troupes de Bangui. Plaque tournante de plusieurs dizaines d'interventions françaises en Afrique au cours des trente dernières années, la capitale centrafricaine est la proie, depuis un an et demi, de mutineries successives. Le président Ange-Félix Patassé, élu démocratiquement en 1993, ne bénéficie plus d'aucun soutien à Paris, où l'on se montre volontiers irrité par sa gestion du pays.

LA complaisance est-elle allée jusqu'à la complicité, ou l'ignorance jusqu'à l'inconscience ? A peine prononcées les deux courtes syllabes de ce nom de pays, Rwanda, c'est l'horreur qui surgit, aussitôt suivie de la honte pour tous ceux qui, de près ou de loin, ont participé au génocide, par action, par omission, par déraison. La France, elle, était là. Des premières ripostes aux attaques du Front patriotique rwandais (FPR), en octobre 1990, aux massacres terriblement méthodiques de Tutsis, au lendemain de l'assassinat du président Juvénal Habyarimana, le 6 avril 1994, Paris encourageait le pouvoir hutu, Paris était averti des exactions, recueillait les témoignages indignés ou apeurés des témoins du drame. Mais, comme ces statuettes aux trois singes accolés, la France ne voyait rien, n'entendait rien, ne disait rien. Et pour cause. Rarement

des amis, on le voit dans les difficultés. Dans ce même numéro, Kangura livrait à ses lecteurs un texte raciste, « Les dix commandements du Hutu », qui dénonçait la trahison des Tutsis et leur malhonnêteté dans les affaires. « Les Bahutu doivent cesser d'avoir pitié des Batutsi », préconisait le huitième commandement. Il fut suivi à la lettre. A plusieurs reprises, la France tenta de faire fléchir le président rwandais sur la question de l'ouverture. François Mitterrand envoya son ministre de la coopération, Jacques Pelletier, à Kigali avec une missive en ce sens. La France encore œuvra pour les accords d'Arusha (Tanzanie), conclus en 1993, qui prévoyaient la formation d'un gouvernement de transition laissant place au FPR et aux Hutus modérés. C'est à cette époque que commença d'émettre la Radio Mille-Collines. Protégée par la garde présidentielle, elle ne cessa de déverser sur les ondes, entre deux programmes musicaux très



François Mitterrand et Juvénal Habyarimana. Au temps du dialogue, avant le génocide.

Dans le piège rwandais

4

FRANCE AÉRIQUE, LES LIAISONS DANGEREUSES
... politique africaine est apparue aussi double, aussi trouble que dans cette région des Grands Lacs où - la suite l'a prouvé - elle a perdu sa crédibilité. La diplomatie française aurait-elle pesé aussi peu dans l'après-Mobutu si le drapeau tricolore ne s'était trouvé mêlé au sang du peuple rwandais ? A La Baule, en juin 1990, le président Habyarimana feint de ne pas comprendre l'appel à la démocratie. L'ethnie hutue représente 85 % de la population ; les Tutsis, anciens maîtres du pays du temps des Belges, un peu moins de 15 %. Les Pygmées Twas à peine 1 %. En 1975, à l'occasion d'un fructueux safari, Valéry Giscard d'Estaing a conclu avec Kigali un modeste accord de coopération militaire dont la gauche au pouvoir a renforcé les modalités. Jean-Christophe Mitterrand et Jean-Pierre Habyarimana, le fils du chef de l'Etat rwandais, sont devenus, il est vrai, les meilleurs amis du monde. L'Elysée défend une position claire : inciter le président hutu à ouvrir son gouvernement aux Tutsis - dont nombre de responsables vivent en exil en Ouganda - et aux Hutus modérés, favorables à un partage du pouvoir. François Mitterrand apprécie Habyarimana, qui sait se montrer obséquieux et poète à ses heures. Il voit en lui un petit poucet francophone menacé par le gigantesque Ouganda où l'on parle un peu trop fort l'anglais. Paul Kagame, le chef du FPR, passe aux yeux des militaires français pour un « américain », sous prétexte qu'il a séjourné dans sa jeunesse au Kansas. Lui et ses troupes sont pourtant surnommés « Khmers noirs », allusion à leurs bérets de la même couleur et à une prétendue fascination polpotienne. Un complexe de Fachoda exacerbé, un à-peu-près idéologique de nature à « démoniser » le chef tutsi, il n'en fallait pas davantage pour que, sur le terrain, l'armée française vienne en soutien d'une cause génocidaire qui disait son nom depuis le début, d'appels aux meurtres par voie de presse en slogans assassins lancés par la Radio Mille-Collines - dite « Radio-Machette » - cofondée par Agathe Habyarimana, épouse, puis veuve, du président. En décembre 1990, le journal extrémiste *Kangura* publia sur toute sa dernière page une photo de François Mitterrand présenté comme « véritable ami du Rwan-

branches dont rattachait la jeunesse, d'insoutenable messages de haine. « Allez, sortez, il faut me réchauffer ! », s'écriait un funeste animateur, réclamant en langue kinyarwanda l'incendie des habitations de Tutsis. « La tombe n'est qu'à moitié pleine. Qui nous aide à la remplir ? », poursuivait-il. A Michel Aurillac, prédécesseur de Jacques Pelletier au ministère de la coopération pendant la première cohabitation (1986-1988), Juvénal Habyarimana s'était confié en ces termes : « Je vais démocratiser mon régime... et je serai assassiné. » Il voyait juste puisque son avion fut vraisemblablement abattu par une faction extrémiste de son camp qui refusait la moindre cession de pouvoir. Mais, dès le lendemain des pourparlers d'Arusha, le fils du chef de l'Etat rwandais avait tenu dans sa langue des propos bien différents de ceux qu'il réservait aux médiateurs français, qualifiant les accords de « chiffons de papier ». Une traduction de son discours, rapportée par la journaliste du *Soir* Colette Braeckman, montre qu'il comptait sur ses milices pour soutenir sa campagne électorale. Insultant les Tutsis « rebelles », un responsable du parti présidentiel avait eu ces paroles dès 1992 : « Nous demandons instamment qu'on nous fasse une liste de tout ce monde ; que tous ces gens soient traduits en justice (...). Sinon, nous nous occuperons nous-mêmes de massacrer cette bande de salauds. » Le 20 mars 1994, accueillant à l'aéroport de Kigali l'équipe nationale de football, Juvénal Habyarimana redoublait de violence verbale : « Je n'ai jamais perdu car, quand la partie semblait mal tourner, je n'ai jamais hésité à briser la jambe du joueur de l'équipe adverse. Il m'est aussi arrivé de briser le ballon. Je suis comme ça... » Loin de la poésie et des courbettes à François Mitterrand, le président rwandais se révélait un personnage inquiétant. Au lendemain de l'assassinat du président rwandais, le génocide ne commence pas : il continue. La purification ethnique change simplement - cruellement - d'échelle. Les listes de familles à éliminer (sans cesse remises à jour), les archives des bourgmestres, le contrôle des papiers d'identité mentionnant l'appartenance ethnique, les dé-

milices et autres escadrons de la mort (les réseaux Zéro longtemps dirigés par Janvier Afrika), tout cela existe depuis 1990, depuis l'intervention française au Rwanda décidée le 4 octobre de cette année-là par François Mitterrand, lors d'une tournée dans le Golfe. A-t-il, comme le suggère Jean-François Bayart, établi un parallèle entre le Koweït et l'Irak d'un côté, le Rwanda et l'Ouganda de l'autre ? Reste-t-il sur cette position bien française exprimée avant lui par l'ancien ministre giscardien des affaires étrangères, Louis de Guiringaud ? « L'Afrique, observait celui-ci, est le seul continent qui soit encore à la mesure de la France, à la portée de ses moyens. Le seul où elle peut encore, avec 500 hommes, changer le cours de l'Histoire. » Entre l'automne 1990 et fin 1993, date de la mise en place de la Mission des Nations unies pour l'assistance au Rwanda (Minuar), Paris ne cessera d'envoyer des parachutistes, des instructeurs, des armes aussi, y compris après l'embargo onusien de mai 1994. Alors que les massacres perpétrés par les milices hutues se multiplient - ils seront dénoncés en 1993 par une commission d'enquête internationale -, alors que règnent la torture et la délation, la France continue de fournir les moyens logistiques de cette sale guerre. Plusieurs mentions mentionnent la livraison

d'armes légères, pour un montant de 6 millions de dollars, à l'Egypte, « avec la garantie du Crédit lyonnais » (Colette Braeckman). Pour son propre compte, Paris livre des mortiers, des canons légers, des blindés Panhard, des hélicoptères Gazelle, des transporteurs de troupes. Le lieutenant-colonel Chollet, qui dirige le DAMI (département d'assistance militaire à l'instruction), a été nommé début 1992 chef d'état-major suprême des Forces armées rwandaises (FAR), dont le FPR de Kagame viendra finalement à bout, humiliant les « élèves » de la France. En mars 1995, le capitaine Paul Barril, qui est intervenu au Rwanda à titre privé, livre un témoignage édifiant à la revue *Playboy*. Vantant l'héroïsme des services spéciaux français qui ont bloqué les premières attaques du FPR sur Kigali - « Ils ont fait des cartons avec quelques hélicoptères seulement et quelques canons », l'ancien responsable de la sécurité à l'Elysée précise son rôle et l'idée qu'il en a : « Comme j'étais le conseiller du président Habyarimana depuis des années, le chef d'état-major s'est naturellement tourné vers moi. Je suis arrivé en hélicoptère. (...) Mon premier réflexe a été de courir à l'ambassade de France remonter le mât des couleurs (...). Pour les Rwandais, déclarer que mon domicile serait l'ambassade a

été un choc psychologique très fort (...). Ce qui s'est passé au Rwanda permet à des privés comme moi, qui ne représentent leur pays qu'à titre privé, de montrer qu'on n'abandonne pas les gens qui vous ont fait confiance et qui parlent français. La langue, décidément, justifie tout, y compris le silence. » Le 1^{er} septembre, note le journaliste Pascal Krop (*Le Génocide franco-africain*, Lattès 1995), Bruno Delaye, ancien ambassadeur au Togo, écrit à Jean Bosco Barayagwiza, l'idéologue de la Coalition pour la défense de la République (un parti extrémiste hutu). Il lui transmet les remerciements de François Mitterrand. Ce dernier s'était montré particulièrement satisfait d'avoir reçu une lettre de « 700 citoyens rwandais qui remerciaient la France de son appui au processus démocratique engagé au Rwanda ; et l'armée française pour sa coopération avec l'armée rwandaise ». ANSI, les rôles étaient partagés. Le chef de l'Etat poussait les feux de la démocratie et de la francophonie sans rien soupçonner du nettoyage ethnique. Le général Huchon, chef de la mission militaire du ministère de la coopération, suggérait aux FAR de gagner les faveurs des médias, sous peine de voir « les responsables militaires et politiques du Rwanda passer pour

responsables des massacres commis ». En privé, le général Huchon compara même à des « sauvages » les protagonistes rwandais, une vision qui imprégnera le discours ultérieur du double génocide (des Tutsis par les Hutus, puis des Hutus par les Tutsis) tenu par François Mitterrand. Chaque voix qui s'élevait pour dénoncer l'horreur recevait un accueil glacial à l'ambassade de France à Kigali. Pareilles accusations ne pouvaient venir que d'un complot anglosaxon ! En avril 1994, rappelle l'association Survie dans ses « Dossier noirs de la politique africaine », il représentait de la France au Conseil de sécurité refusa de voir les massacres qualifiés de génocide. C'est seulement le 18 mai qu'Alain Juppé, alors ministre de affaires étrangères, employa ce mot à l'Assemblée nationale. Pendant ce temps, le fleuve charrié les cadavres. DÉCLENCHÉE en juin, lendemain des forfaits hutus dans l'église de Sainte-Famille, l'opération « Turquoise » fut pour la France autre rendez-vous manqué. I aux tueurs les services de l'ambassade et autres services diplomatiques. Dès l'assassinat de Juvénal Habyarimana, en revanche, son épouse et sa famille avaient été mises à l'abri et reconfortés en France (on se souvient des fleurs adressées par François Mitterrand à la veuve du président rwandais, et des 200 000 francs débloqués pour ses frais). De nombreux auteurs du génocide trouvèrent aussi asile à Paris, parmi lesquels certains « accompagnateurs » (une trentaine au total) de l'orphelinat Sainte-Agathe, qui abrita bien des atrocités. Il fallut le choléra et la mue de « Turquoise » en opération humanitaire pour que l'image de l'intervention tricolore, de détestable, devienne, le temps de quelques gestes salvateurs, supportable, au moins justifiée. Face à la poussée du FPR, les Hutus trouvèrent refuge au Zaïre (où le Hutu Power continua à recevoir des armes). Le maréchal Mobutu, au ban des nations à la veille du génocide, était redevenu, grâce à Paris, un interlocuteur fréquentable et choyé. C'est un ministre de la République française, Hervé de Charette, qui, en mars 1997, dans un élan de continuité giscardienne, considérait encore le maréchal comme « incontournable » pour résoudre la crise des Grands Lacs. La toque de Léopard a chuté comme l'influence de la France. Reste à regarder l'Histoire et face. Il faudra du temps. « Sur l'aj faire du Rwanda, on a dit des abominations, que la France avait armé un régime qui préparait un génocide ! Personnellement, je trouve que ce sont les seules critiques inamissibles sur la politique étrangère de Mitterrand. (...) S'il y avait eu critique à lui faire, ce serait de pas avoir été assez conservateur d'avoir jeté dans la poudrière rwandaise l'étincelle de La Baule. » Ainsi s'exprimait dans la revue *Le Débat* (numéro 95, daté 1^{er} août 1997) Hubert Védrine, aujourd'hui ministre des affaires étrangères de Lionel Jospin. Eric Fottori

PROCHAIN ARTICLE
Une amitié dévaluée